

Séance ordinaire du mardi 10 octobre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le dix octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

Santé, Prévention et Lutte contre les addictions

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Sébastien COTE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Jacques DOMERGUE ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Célia SERRANO, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à François VASQUEZ, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Patricia MIRALLES, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Conseil Local en Santé Mentale (CLSM) de Montpellier - Convention constitutive - Approbation - Autorisation de signature

Madame Elodie BRUN-MANDON, Conseillère municipale, rapporte :

La Ville de Montpellier et l'Agence Régionale de Santé (ARS) ont signé le 19 octobre 2022 le Contrat Local de Santé (CLS) 2022-2027. Ce dernier a pour objectif de construire avec l'ensemble des acteurs de santé, du social et du médico-social, un projet de santé municipal, adapté aux spécificités locales et de conduire des actions qui répondent au plus juste aux besoins de ses habitants.

La santé mentale, prise dans son acception la plus large, s'appréhende comme un continuum allant du bien être aux troubles psychiques en passant par la souffrance psycho-sociale (stress, anxiété...). Plus d'un tiers de la population présente au moins un trouble de santé mentale. Elle apparaît donc comme une préoccupation majeure pour les acteurs de la santé publique mais ne doit pas se limiter à ce seul champs d'actions. Les enjeux relèvent, en effet, de nombreux domaines d'intervention des collectivités locales (action sociale, petite enfance, éducation, sport, culture, logement, urbanisme, tranquillité publique, mobilité, environnement...) et concernent le repérage et le diagnostic précoce, l'offre d'écoute, les actions de prévention ou de développement des compétences psychosociales, l'accompagnement et la prise en charge, le développement d'une offre d'accueil diverse et adaptée, la réhabilitation sociale et l'insertion des personnes atteintes de troubles psychiques ou porteuses de handicap psychique ou encore le développement de partenariats entre les acteurs concernés permettant de proposer un véritable continuum d'offre.

Face à ces enjeux, améliorer le bien-être dans une vision globale de la santé, physique, sociale et psychique et prévenir la souffrance psychique ont été identifiés comme des objectifs prioritaires du CLS de la Ville de

Montpellier. Pour atteindre ces objectifs, la Ville de Montpellier et l'ARS Occitanie associent l'ensemble des acteurs locaux (les élus locaux, la psychiatrie publique et privée, les représentants des usagers, des aidants et l'ensemble des professionnels du territoire) dans un Conseil Local de Santé Mentale (CLSM) afin d'offrir un cadre de concertation et d'élaboration de réponses coordonnées aux enjeux et besoins de santé mentale dans la cité.

Les 4 objectifs stratégiques définis sont les suivants :

- Développer des actions de promotion et de sensibilisation en santé mentale ;
- Améliorer la prévention, le repérage et l'orientation ;
- Améliorer l'accès et le parcours de soins ;
- Renforcer l'accès aux droits, l'inclusion et la citoyenneté.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention constitutive du Conseil Local en Santé Mentale entre la Ville de Montpellier, l'Agence Régionale de Santé, le Centre Hospitalier Universitaire, la Fédération de l'Hospitalisation Privée, URIOPSS 34 et UNAFAM 34 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clare HART.

**Fait à Montpellier, le 17 octobre
2023**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 18 octobre 2023

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention_constitutive_CLSM_VF.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20231010-247722-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 17/10/23
Réception en Préfecture : 17/10/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.